Sûreté et sécurité dans les musées :
Les vols d'emplois font les vols d'œuvres d'art

Le 7 octobre 2026

Pendant que l'on s'inquiète, à juste titre, des vols d'œuvres d'art en recrudescence depuis le vol du Louvre, qui s'inquiète des suppressions de postes d'agent·es nécessaires pour les protéger ?
Recrutements insuffisants, suppressions de postes, réductions et contraintes budgétaires, maintenance reportée, investissements retardés : les établissements culturels sont de plus en plus fragilisés. Les vols récemment commis dans les musées au cours de ces derniers mois ne peuvent plus être dissociés de la fragilisation progressive du service public culturel résultant des politiques ministérielles d'austérité successives.

La CGT-Culture n'a jamais cessé d'alerter, d'informer, de se mobiliser contre les décisions politiques de diminution des moyens budgétaires et des effectifs et leurs conséquences désastreuses pour nos services publics culturels.

STOP !

Il faut cesser de raisonner uniquement en termes d'économies.
La sécurité nécessite des effectifs à la hauteur des besoins, des moyens pour la formation des personnels tout au long de leur carrière, des équipements techniques et leur maintenance ainsi que les investissements bâtimentaires.

Les effectifs diminuent, les risquent augmentent.
Les suppressions de postes, encore accrues depuis l'application du « schéma d'emplois » (ou la casse de l'emploi), les recrutements retardés, les départs non remplacés réduisent les capacités des musées à assurer la surveillance, l'accueil, la prévention et la protection des collections et des publics.
En 2026, le schéma d'emploi inscrivait la perte de 58 équivalent temps plein (ETP) dans la sphère patrimoniale. Cette année, seuls 7 ETP sont créés pour « *la sécurisation et l'accueil du public dans les musées du réseau territoriale des Services à compétence nationale* » selon le projet de loi de finance 2027.

Des recrutements, massif et maintenant !
La CGT-Culture avait déjà rappelé à plusieurs reprises au ministère de la Culture que le manque d'agent·es était une réelle faille dans la sécurisation des musées. Il n'est jamais trop tard pour réagir. Nous continuons de revendiquer qu'il y a urgence, dès 2027, à ouvrir au concours les 500 emplois d'agent·s d'accueil et de surveillance indispensables.

Le désengagement continu de l'État depuis de nombreuses années dans le financement de ses établissements est en contradiction totale avec leurs besoins et révèle l'absence de vision politique à moyen et long terme pour le service public muséal.

Pour protéger notre patrimoine, nos collections et garantir l'ouverture de l'ensemble des espaces de visite aux publics, exigeons des agents et des moyens !